



Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

Communiqué de presse
25 avril 2013

Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve

Pour la sortie de sa nouvelle collection *Point de vue*, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a voulu contribuer au débat sur une question récurrente dans les politiques agricoles et les négociations commerciales internationales : celle du stockage public des denrées pour assurer la sécurité alimentaire des populations. Le lancement de cette publication sera l'occasion d'un petit-déjeuner-débat, mardi 30 avril 2013, de 8 h 30 à 10 h.

Une question controversée

Dans les années 1980, l'intérêt pour les stocks publics de produits agricoles s'est estompé, suite aux dysfonctionnements des accords internationaux sur les produits de base, aux négociations sur le GATT et aux réformes des politiques agricoles aux Etats-Unis et en Europe. Le débat s'est réactivé ces dernières années, lorsque l'accroissement de la volatilité et la hausse des prix agricoles ont fait ressurgir les risques d'insécurité alimentaire. Les discussions au G20, en 2011, ont mis au jour le clivage des positions entre les Etats favorables à une intervention publique pour réguler les prix agricoles et ceux soucieux de ne pas fausser le jeu du marché. Elles n'ont pas dépassé le principe de la constitution de réserves alimentaires humanitaires d'urgence, visant à réduire l'impact de la volatilité des cours sur les populations les plus vulnérables. En outre, dans un contexte de difficultés économiques et de fort endettement des Etats, la question du financement des stocks se pose avec plus d'acuité.

Une proposition nouvelle

Bernard Valluis, économiste et praticien de longue date des marchés céréaliers, propose de constituer des stocks de réserve, distincts des stocks de régulation et des stocks d'urgence, aux fins d'équilibrer les bilans offre-demande de produits agricoles. Ces stocks, répondant exclusivement à des objectifs de sécurité alimentaire, seraient déconnectés de tout objectif explicite de régulation des prix agricoles. Ils seraient adossés à un mode original de financement et poseraient les « fondements d'un Pacte mondial de sécurité alimentaire, d'un ordre supérieur aux principes des législations nationales et des accords internationaux. »

Invités :

- Bernard Valluis, président délégué, Association nationale de la meunerie française, AMNF
- Carmel Cahill, conseillère principale, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE
- Jean-Luc François, chef de la division Agriculture, développement rural, biodiversité, AFD

Lieu : Atelier du France, Paris Yacht Marina, Port de Grenelle, 75015 Paris

Inscriptions : <http://www.fondation-farm.org/petitdeidebat>

A propos de la fondation FARM

La fondation FARM, reconnue d'utilité publique, est un think tank en faveur du développement par l'agriculture. Elle a été créée par des acteurs privés et publics pour promouvoir dans le monde des agricultures et des filières agroalimentaires performantes, durables et respectueuses des producteurs et des consommateurs. Interface entre l'action et la recherche, FARM nourrit les réflexions des décideurs et des acteurs du développement par ses publications, ses conférences et ses projets pilotes.

Plus d'informations : www.fondation-farm.org

Contact presse : Sophie Kamech 01 43 23 44 24 - sophie.kamech@fondation-farm.org